Les actes du colloque GEEA

Le jeudi 23 janvier 2014

« Sortir de la crise : Et si la France avait besoin d'un big bang économique, fiscal et culturel ? »

Députés présents :
Olivier Carré, Arlette Groskosst, Annie Genevard, Jean-Charles Taugourdeau

Introduction

Olivier Dassault, député de l'Oise, Président de GEEA :

Permettez-moi tout d'abord de vous présenter mes meilleurs vœux pour cette année 2014 qu'elle soit remplie de succès pour vous tous et pour notre famille politique car nous entrons dans une année électorale qui, si elle est réussie, marquera le début de la reconquête.
« Dans les grandes crises, le cœur se brise ou se bronze » écrivait Balzac mais depuis le temps que la France est en crise, son cœur n'est plus de bronze mais d'acier. Néanmoins c'est armé d'une volonté de fer que GEEA a publié ses propositions pour un big-bang économique, fiscal et culturel pour sortir la France de la crise une bonne fois pour toute.
Des propositions passées depuis leur présentation à une certaine postérité, jugez plutôt :
Nous remettions ce livre blanc à Jean-François Copé le 11 Décembre et une semaine après, l'UMP reprenait quasiment 50% de nos propositions en matière de baisse des charges, de réduction de la dépense publique, de réforme du marché du travail et j'en passe. Depuis à l'Assemblée nous avons déjà déposé une première question écrite à l'attention du ministre du Travail concernant le relèvement nécessaire des seuils sociaux et fiscaux, notre proposition numéro 11.
Nous étions satisfaits de voir nos idées reprises par notre parti mais je dois vous avouer que j'ai été encore plus surpris d'entendre le Président de la République y faire écho dans ses vœux à la Nation le soir du 31 Décembre.
Vous vous souvenez certainement qu'en Mars 2013, GEEA, fort de ses 120 parlementaires, avait envoyé une lettre ouverte au Président où nous lui rappelions que l'on ne peut pas aider le salarié en anéantissant l'employeur et que l'on n'encourage pas la fraternité humaine en encourageant la lutte des classes. Nous nous faisions les porte-voix des entrepreneurs pour rappeler au sommet de l'Etat les obstacles réglementaires et administratifs, que ces derniers doivent franchir pour pouvoir simplement faire vivre leurs sociétés. A l'époque nous ne reçûmes pas de réponse, visiblement les entreprises n'étaient pas encore entrées en grâce à l'Elysée. Mais depuis le 31 Décembre et l'évocation d'un pacte de responsabilité avec baisse de charges et suppression des contraintes administratives pesant sur les entreprises, je me dis que cette lettre ouverte ne fut pas inutile.

« *Les moments de crise produisent un redoublement de vie chez les hommes* » disait Chateaubriand, aucune référence ici à la situation personnelle du président, mais il faut reconnaître qu'un air nouveau souffle à l'Elysée, la Commission Européenne et l'Allemagne l'ont déjà reconnu ; il serait bien dommage que l'opposition n'en fasse pas de même. Les mots sont là, le discours a changé, désormais nous attendons des actes. Je rappelle que comme disait Goethe : «*le meilleur de nos convictions ne peut se traduire par des paroles. Le langage n'est pas apte à tout* ».
Tel Helmut Schmidt, François Hollande semble avoir entamé sa mue et pourrait faire sienne la célèbre citation du chancelier allemand : « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain. »
Les socialistes semblent avoir redécouvert l'utilité des entreprises et leur rôle dans la croissance du pays ; soyons donc optimistes pour la France et gageons que le temps des grosses bêtises est terminé.
C'est maintenant que le plus difficile commence car si l'on constate un léger mieux pour la croissance française, les investissements ne suivent pas car l'essentiel des ajustements restent à faire et cela risque d'être douloureux pour l'emploi. Ainsi avant que le pacte de responsabilité ne porte réellement ses fruits en matière d'embauche, il faudra laisser le temps aux entreprises de refaire leurs marges et de se réajuster par rapport à la situation économique d'où la nécessité de réformer en profondeur le marché du travail Français pour le fluidifier une bonne fois pour toute !
Je passe maintenant la parole à Jean-Michel Fourgous pour la présentation en détail des propositions de GEEA.

Table ronde n° 1
« Quelles solutions concrètes pour relancer la croissance et l'emploi ? »

« Big –bang économique, fiscal et culturel : quelles propositions, quels impacts ? »
Jean-Michel Fourgous, délégué général de GEEA

Vous avez vu dans les sondages que l'entreprise est de plus en plus à la mode. Le Président de la République emploie désormais le mot « entreprise » dans ses discours.

On vit un décrochage économique sans précédent, 63 000 entreprises ont fait faillite en 2013, un record depuis la crise de 2009. La croissance devait être de moins 4% au niveau européen, nous en sommes à environ plus 0,4%. Il y a donc un problème structurel Français. Ce n'est pas à cause de Madame Merkel, ni de l'Europe, ni de la mondialisation.

Nous allons vers une dette à hauteur de 95% du PIB pour 2014 et à 100% en 2015. On voit un déni de réalité, même un silence des médias devant la gravité de la situation.
Nos entrepreneurs souffrent. Ils se sentent mal aimés, stigmatisés.
Ce manque de sincérité sur la gravité de la situation provoque un climat de défiance. Jamais l'inquiétude de nos chefs d'entreprise n'avait été aussi grande : 74%. Or, l'économie, c'est avant tout, la confiance.

Nos entrepreneurs ont subi un matraquage fiscal le plus violent depuis la seconde guerre mondiale, comme nous l'a rappelé l'économiste Christian Saint Etienne, avec une hausse de plus de 50 milliards d'euros en 2 ans, la limite du consentement à l'impôt est atteinte.
Jacques Attali a même parlé de suicide fiscal. Le seuil de tolérance fiscal a été dépassé.

GEEA a interrogé les pigeons, les tondus, les bonnets rouges, les plumets et bien d'autres collectifs qui se sont créés.
Face à l'asphyxie fiscale, il y a un risque de grève fiscale.
Dans un sondage, les Français disent que le mot préféré pour qualifier l'année 2013, c'est le mot « ras-le-bol ».

GEEA propose un moratoire : que le Gouvernement ne fasse plus voter de lois, synonymes de contraintes pour les entreprises, pendant un an. Il faut faire digérer les entreprises de ce qu'il se passe.
S'ils veulent voter des réformes de l'Administration ou l'Etat, qu'ils le fassent ! Mais qu'ils laissent tranquilles les entreprises dans cette période tourmentée.

Il n'y a pas de croissance sans confiance.
GEEA a donc décidé de redonner la parole à ceux qui ont la solution : nos entrepreneurs.
Pierre Gattaz a raison de rappeler que l'Entreprise a la solution. Plutôt que de rester dans une tour d'ivoire, nous sommes allées sur le terrain. 100 heures d'auditions à écouter tout le monde. Un certain nombre sont présents aujourd'hui : des grands groupes, beaucoup de think tank qui travaillent de plus en plus régulièrement avec nous.
Nous sommes plutôt des « do tank », nous essayons de faire grâce au grand nombre de parlementaires associés.

L'heure est à la création de richesse et d'emplois mais attention, vous êtes à force 5 et prenez patience, nous arrivons à force 8 avec des vagues de 4 à 5 mètres. Je vous conseille d'avoir une bouée de sauvetage en permanence parce qu'il est évident que l'on va vers des temps difficiles. Je vous rappelle qu'avec force 8, un bateau peut démâter et même se retourner.

Les propositions du livre blanc :

1) Mettre fin à l'asphyxie fiscale en baissant les charges sur les entreprises de 100 Milliards € sur 5 ans

Aujourd'hui, tout le monde est à peu près d'accord. Vous avez les charges les plus lourdes d'Europe. Nos entreprises paient 143 milliards de plus qu'en Allemagne et 106 de plus qu'en Grande Bretagne.
En conséquence, les taux de marge sont à un niveau historiquement bas : 28% en France contre 40% en Allemagne. Résultat, nos entreprises innovent moins, créent moins de richesse et donc moins d'emplois.

2) Réaliser 5% d'économies par an sur les dépenses publiques

L' « open bar » des dépenses publiques amène toujours à une overdose fiscale.
Si la France veut garder la confiance de ses prêteurs et continuer à emprunter à taux bas, c'est une urgence.
Il n'est pas normal que la France compte 90 fonctionnaires pour 1000 habitants contre 50 pour 1000 en Allemagne.

3) Renforcer la convergence fiscale européenne

Pour cela, il faut baisser l'IS qui est actuellement à 38% pour l'amener à 24%, la moyenne européenne. Nous sommes le seul pays européen à l'avoir augmenté. La Grande Bretagne, l'Allemagne, le Portugal, le Danemark, la Finlande l'ont baissé.

En même temps, il faut faire sauter, l'ISF, l'impôt sur le revenu à 75% (une honte mondiale) mais aussi aligner la taxe sur les plus-values à la moyenne européenne.

Pourtant, comme le dit Arthur Laffer, l'économiste américain, « trop d'impôt tue l'impôt ».

En Irlande, l'IS est à 12,5% pour une rentrée fiscale de 2,6% du PIB En France, l'IS est de 36% pour une rentrée fiscale de 2,5% du PIB

Je vous rappelle qu'un milliard d'impôts supplémentaires sur une entreprise détruit 7000 emplois, d'après l'IREF.

L'ISF a fait partir 600 milliards d'euros.
Quand Christian Eckert, le rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, parle de la taxe à 75%, il reconnaît qu'il n'y a aucune rentabilité directe sans parler des dégâts, mais argumente en disant que ce n'est pas un impôt mais une amende. Cela signifie que gagner beaucoup d'argent en France est un délit.

4) Oser de nouvelles mesures pour l'Emploi !

Il faut développer l'apprentissage, permettre aux entreprises de gérer directement les filières d'apprentissage.

5) Mettre en place un contrat de travail unique, simple et flexible

Il y a 38 formes de contrats de travail différents. Il faut simplifier en créant un contrat de travail unique sans référence de durée, qui fusionne le CDD et le CDI, avec des droits progressifs. Cela mettrait fin à l'exclusion sociale des salariés en CDD.

6) Inscrire dans la Constitution l'interdiction de la rétroactivité des lois fiscales

L'Italie, la Suède, l'Espagne, l'Allemagne, les Pays-Bas interdisent déjà l'adoption de dispositions fiscales rétroactives lorsqu'elles sont défavorables au contribuable. A quand l'adoption d'une telle disposition en France ?

7) Réaliser une vraie réforme des retraites

Les Français sont prêts.
L'Allemagne et la Suède ont un système mixte qui inclut la capitalisation. Il faut y aller. Des fonds de pension feraient travailler l'économie. On pourrait créer 260 000 emplois rien qu'avec cette mesure.

8) Abroger les 35 heures et promouvoir les accords de branche

9) Favoriser la mixité culturelle public-privé dans le processus décisionnel

Il n'est pas possible d'abandonner un processus décisionnel à une élite hyper formatée.
Il faut mettre 50% de privé dans le public.
Le fait qu'aucun ministre n'ait été chef d'entreprise est impensable, il est obligatoire de remettre des entrepreneurs dans le processus décisionnel.

10) Simplifier le code du travail

Je pense que notre code du travail est le plus épais au monde.
C'est 70 pages à Suisse, 3 500 en France. C'est 800 en Allemagne.
Pour rappel, en Suisse, il n'y a que 3% de chômage tandis qu'en France, il est à plus de 11%.

Son poids a triplé en 30 ans. En pleine mondialisation, ce code du travail n'est plus adapté à la réalité de nos entreprises.

11) Relever les seuils sociaux et fiscaux

Sur l'initiative d'Olivier Dassault, plusieurs membres de GEEA ont déposé une question écrite à ce sujet.

14ème législature

Question N° : 48212	**de M. Olivier Dassault** (Union pour un Mouvement Populaire - Oise)	**Question écrite**

Ministère interrogé > Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	**Ministère attributaire >** Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Rubrique > entreprises	**Tête d'analyse >** PME	**Analyse >** seuils. régime fiscal et social

Question publiée au JO le : **28/01/2014** page : **800**

Texte de la question

M. Olivier Dassault attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social sur le relèvement nécessaire des seuils sociaux et fiscaux. Les comparaisons internationales de démographie d'entreprises montrent, qu'en France, l'augmentation des effectifs d'une entreprise et donc le franchissement de certains seuils, accroît très significativement le coût social pour l'employeur tout en y additionnant de nouvelles réglementations. En France, 7 ans après sa création, une entreprise emploie en moyenne 20 salariés, contre 80 en Grande-Bretagne. L'effectif moyen de toutes les entreprises françaises à leur création est de 2,7 personnes contre 6,6 aux États-unis ou encore 4,5 en Allemagne. Véritable frein psychologique à l'embauche, ces seuils sont perçus par l'employeur comme un facteur de complexification administrative et de hausse des cotisations. À titre d'exemple, le franchissement de la barre des 50 salariés a pour conséquence l'application de 34 législations et réglementations supplémentaires pour un coût représentant 4 % de la masse salariale. Il souhaite savoir si le Gouvernement prendra en compte la proposition de Génération entreprise-entrepreneurs associés, composée 120 de parlementaires, demandant le relèvement des seuils sociaux de 10 à 20 et de 50 à 100 salariés. Une telle mesure atténuera la « peur d'embaucher ». Son impact sur l'emploi serait important : 22 500 entreprises embaucheraient des salariés supplémentaires sans ces seuils sociaux. En 2012, l'INSEE et l'IFRAP évaluaient la perte d'emplois générés par les seuils sociaux entre 70 000 et 140 000 emplois.

Texte de la réponse

12) Multiplier les Business Angels

En France, vous avez des entreprises qui sont deux à trois fois moins capitalisées que leurs collègues entrepreneurs anglais, allemands ou américains. Il faut absolument déclencher des mesures : déplafonner un certain nombre de mesures fiscales et permettre à des gens qui ont les moyens de mettre un peu plus sur les entreprises au lieu de les bloquer, de les asphyxier, de les paralyser.
Il faut libérer le talent et l'envie d'investir en France sur l'économie.

13) Favoriser la participation et l'actionnariat salarié

Il faut supprimer la contribution patronale lors de l'attribution d'actions gratuites aux salariés afin de renforcer leurs motivations.
Nous sommes à une croissance de 0,6% même si on nous raconte que nous sommes à 0,9% pour 2014. Pour renverser la courbe du chômage, il faut 1,5%, nous en sommes loin. Pour remettre le pays sur les rails, nous avons besoin d'une hyper croissance de 3 points.
La première mesure psychologique et culturelle à mettre en place en France, c'est de condamner fortement la lutte de classe.

14) Choisir entre fonctionnaire ou parlementaire !

15) Rendre plus transparent le financement des syndicats

Certains syndicats représentent 5% des salariés et des budgets sont financés à 80% par l'Etat. Dans d'autres pays, la représentativité est de 70% et l'action des syndicats est financée par leurs adhérents !
Pour que nos syndicats soient plus représentatifs, GEEA demande que la contribution de l'Etat ne soit jamais être supérieure au budget entrée par les adhésions.

Le pays ne doit pas devenir l'enfer des entrepreneurs et le paradis des syndicats.

16) Assouplir les règles d'ouverture des magasins et des services

Cette mesure représente 200 000 emplois.

17) Supprimer le principe de précaution de la Constitution

Laurence Abeille a présenté ce matin dans l'hémicycle une proposition de loi relative à l'application du principe de précaution défini par la Charte de l'environnement aux risques résultant des ondes électromagnétiques. Cela signifie notamment la suppression des plateformes wifi dans les écoles.

Au nom du principe de précaution, les écoles maternelles ne pourront plus utiliser les tableaux interactifs qui augmentent le plaisir d'apprendre. On va décaniller tous les nouveaux outils alors que les études scientifiques démontrent qu'il n'y a pas de danger ! Nous demandons la suppression de ce principe.

18) Faciliter un rapatriement patriotique des capitaux

Depuis l'ISF, un bon nombre de nos compatriotes sont partis. Ces départs ont été renforcés suite à l'annonce de l'IR à 75%.
Très peu sont heureux d'avoir quitté leur pays.
On doit trouver un « deal » pour qu'ils reviennent.
Un million d'emplois ont été détruits en France à cause de l'exil fiscal, d'après la fondation Concorde.

19) Réformer l'enseignement de l'économie au lycée

A l'école, on vous apprend à détester le capitalisme. 62% des professeurs de collège estiment que l'entreprise est un lieu d'exploitation. Parmi les auteurs cités dans les manuels Français, près de 70% d'entre eux sont marxistes.

20) Miser sur le numérique

C'est certainement le secteur le plus démultiplicateur d'emplois dans le monde et même en France. C'est le plus démultiplicateur de changements, de culture d'innovation.
Le numérique n'est pas un simple progrès technique, c'est une révolution culturelle qui transformera la société à tous les niveaux de gouvernance.

L'entreprise créée la richesse et les emplois et non l'Etat même s'il faut un Etat performant, optimisé, à l'écoute de ses administrés.

Ce livre blanc a été approuvé par 120 parlementaires. Les auditions ont été menées auprès de think tank reconnus.
Il parait que les Français ne sont jamais meilleurs que lorsqu'ils sont dos au mur. Cela va être l'occasion de valider cette hypothèse !

Olivier Dassault

Journaliste, avocat, député de l'Aube depuis 1993, maire de Troyes depuis 1995, porte-parole du premier gouvernement de Jacques Chirac en 1995, ancien ministre de l'Outre-Mer et de l'Intérieur de 2005 à 2007, puis du Budget et des Finances sous Nicolas Sarkozy, François Baroin possède un pedigree politique digne d'un vétéran et pourtant à l'instar d'un Gérard Philippe de la politique, il demeure l'image de l'éternelle jeunesse. Jeune d'apparence, il n'en a pas moins l'expérience d'un ministre rompu à la navigation par gros temps comme il l'a relaté dans son « journal de crise » paru fin 2012. Cher François toi qui a tenu la barre de l'économie française, toi qui a déclaré que François Hollande était au pied du mur, comment faire pour mettre fin au décrochage ?

« France : au bord de l'implosion économique ? Comment mettre fin au décrochage ? »

François Baroin, ancien ministre de l'économie, député de l'Aube

Membre de GEEA, je suis toujours très attentif à l'évolution de nos travaux.
Jean-Michel Fourgous a été extrêmement précis quant à la mise en valeur de la réalité de la situation de notre économie. Cette connaissance objective des faits est précieuse. Les mesures présentées par GEEA vont dans le sens indiscutablement de ce qu'il faut faire. C'est un constat d'évidence.

Pourquoi y a-t-il ce décrochage ? Pourquoi le Président de la République a-t-il engagé, sur le plan historique, de son quinquennat, une étape importante ? Il a tranché un litige qu'il n'avait pas tranché depuis 18 mois. Il ne voulait pas choisir et a nié la crise qui a été le thème essentiel de sa campagne pour obtenir une majorité de rencontres afin de sortir Nicolas Sarkozy, accusé de tous les mots et de tous les péchés du monde. Il n'a

pas voulu trancher le litige dans lequel il s'était enferré, pendant 18 mois, entre une économie administrée incarnée par Arnaud Montebourg qui en tout temps, tout lieu, toute circonstance voulait assurer la présence de l'Etat. Il n'a pas voulu trancher le litige autour de cette symbolique, qui est souvent l'expression de la gauche au pouvoir ; cela a été souvent le cas avec les 60 ans à la retraite de François Mitterrand, cela a été le cas avec Lionel Jospin et les 35 heures…ce sera le cas dans l'histoire économique mondiale sur le regard porté par les acteurs extérieurs vis-à-vis de la France avec la taxe à 75% sur les millionnaires qui est vécue à l'extérieur comme une taxe archaïque, d'une France recroquevillée sur elle-même qui n'a strictement rien compris à l'évolution de la réalité du monde.
Il n'avait pas non plus tranché un autre litige qui a été l'acceptation du traité budgétaire, la nécessité de renforcer le couple franco-allemand, après avoir chatouillé les mollets de Madame Merkel au début de son mandat et l'obligation *in fine* d'écouter les observations, les appréciations de la commission de Bruxelles, du FMI, de la Banque Centrale Européenne, de tous les acteurs des marchés financiers sur l'objectif de la réduction des déficits, sur la tenue du calendrier et sur le fait qu'il fallait engager des réformes de structure.
Il tranche, au moins, en quelque sorte, par ses vœux et son discours ce litige.
Il offre un virage social démocrate qui est, de mon point de vue, vraiment social libéral parce que la sociale démocratie sur les plans budgétaire et économique est une réponse keynésienne ; c'est-à-dire que même si nous sommes dans une situation de sur-déficit ou en surendettement, on continue à faire de la dépense publique pour garantir une forme d'équilibre économique. Il offre une piste que je n'ai pas contestée dès le lendemain et je confirme aujourd'hui qu'elle va dans la bonne direction.

Nous devons être attentifs à ce qui est proposé et ces propositions correspondent aux engagements que nous avions pris sous l'autorité de Nicolas Sarkozy, dans le contexte de gestion de crise absolument exceptionnelle.

Lorsque Nicolas Sarkozy avait présidé le G20 à Cannes, nous nous sommes tous mis autour de la table, dans une période hallucinante de tension !
Le contexte, je le rappelle. Nous étions dans la troisième réplique, peut-être la plus intense d'une crise engagée depuis 2007. Une crise qui est venue des Etats-Unis, d'un modèle américain spéculatif, autour des subprimes dont le projet était de faire financer par l'emprunt une forme de surendettement privé, à travers des crédits hypothécaires d'inégale valeur et qui a entraîné une première secousse forte.
Donc une crise américaine, d'un modèle américain pour une financiarisation de l'économie mondiale.

Il y a eu une deuxième réplique, via la décision de l'administration américaine de l'époque, Georges W. Bush, qui a été de dire que ces banquiers qui ont mis en place cette structure très spéculative, additionnée à un endettement privé et public élevé doivent être punis.
Ils ont saisi la première opportunité : la 4ème banque d'affaire américaine Lehman Brothers qui n'avait plus les moyens d'assurer son financement et qui avait besoin de liquidités auprès de la banque centrale américaine de l'époque. L'administration américaine a dit « ces banquiers, il faut les punir, nous demandons à la Fed de ne pas donner les liquidités ». Lehman Brothers n'a plus eu les moyens de mener à bien son activité, elle est tombée.
La chute de Lehman Brothers a entraîné un séisme mondial. Pourquoi ? Parce que, comme toute l'économie est mondialisée, et que la financiarisation va à une vitesse extrêmement rapide, si un état ne vient plus en complément d'une activité bancaire, cela veut dire : un système qui s'effondre.
Il a fallu mettre en place une méthode, un calendrier en développant des objectifs et des priorités. La première des priorités a été de sauver les banques. La deuxième priorité qui a été d'intense valeur, a été de sauver l'économie et tous les pays se sont mis autour de la table

pour dire « nous allons soutenir l'activité économique et il n'y a pas d'autres moyens qu'en faisant de la dépense publique ».

La France était déjà en surendettement et en surdéficit. Les Etats-Unis étaient déjà à un plafond d'endettement public autour de 12 ou 13 000 milliards de dollars à l'époque…ils sont aujourd'hui à 15 000 milliards. Que tous les pays membres de la zone Euro, à l'exception singulière de l'Allemagne, toujours le bon élève aux motifs culturels. Après la seconde guerre mondiale, les allemands apprennent la lutte contre la dette et l'inflation comme ils apprennent l'orthographe, la grammaire et les mathématiques. Il y a un consensus culturel et social sur l'affectation de la croissance, au désendettement sur un principe simple : quand on a de la dette et de l'argent qui rentre, le meilleur moyen d'assurer sa survie, c'est d'abord de rembourser ses dettes et ensuite, on regarde devant.
Tous les autres pays de la zone euro sont plus ou moins endettés.

Sur la période 2009 – 2010 – 2011, il y a eu une injection de dépenses publiques. Jean-Michel Fourgous a rappelé les chiffres, ça a été une récession économique de l'ordre de 4,7% : 4,5% en Allemagne, 2,7% en France…

Pourquoi la France a –t-elle mieux résisté ?
Parce que je pense que Nicolas Sarkozy a eu les bonnes intuitions et a ajusté le mieux possible la conduite du pilotage du navire France. Il a fait jouer les amortisseurs sociaux : nous n'avons pas touché aux minimas sociaux, aux pensions, aux retraites, nous avons garanti un certain nombre de mesures liées au pouvoir d'achat. La consommation ne s'est pas effondrée et s'il y a eu une baisse des recettes sur l'IS qui a démontré le ralentissement de l'activité, il n'y a pas eu d'effondrement des recettes de la TVA qui est la première recette en volume dans le budget de la France.

Tout cela additionné a fait que nous sommes passés sous la ligne de flottaison.
Les dettes ont explosé. La dette de la France a augmenté de 20% mais je me permets de rappeler et c'est un message personnel pour François Hollande et son Gouvernement que certes, la dette de la France a évolué dans cette période de plus 20% mais elle a évolué de plus 29% aux Etats-Unis. Et que je sache, Nicolas Sarkozy n'était pas le dirigeant de Washington !
La dette a évolué de près de 40% en Grande-Bretagne, elle a évolué dans les mêmes proportions en Italie et je ne parle pas de la Grèce ou du Portugal.

Nous avons dû gérer une traversée de l'atlantique de cette crise qui prête à poser la question de la survie des états face aux dettes souveraines. Les marchés financiers, les investisseurs, ceux qui prêtent de l'argent aux Etats pour financer leur politique publique représentent entre 170 et 200 milliards pour la France chaque année. 60 à 65% de la dette que nous émettons à travers nos obligations d'Etat est achetée par des fonds de pension, des investisseurs. Oui, nous avons un lien de confiance avec ces gens là. Ils ont commencé à regarder ce qu'il se passait dans la zone euro et ils ont tapé le plus faible : la Grèce. Nous avons consacré un an et demi de notre activité gouvernementale sous l'autorité de Nicolas Sarkozy, auquel je souhaite rendre hommage, pour coordonner les politiques publiques.

Toutes les économies du monde ont considéré qu'ils ne pouvaient pas refaire comme la dernière fois : la dépense du surendettement et donc du déficit public. Il fallait faire des réformes de structure.
La relance de l'activité économique doit passer par une maîtrise de l'endettement public et privé qui, cumulé est le plus élevé au monde.

La Chine a accepté sous présidence Française, de s'engager dans un « sentier d'intégration » pour évaluer progressivement sa monnaie.
Parce qu'il existe aussi une problématique monétaire qui peut s'apparenter à une guerre des monnaies. Le dollar par rapport à l'euro, c'est une stratégie américaine d'affaiblissement de leur monnaie afin d'étouffer, une partie de notre activité économique et favoriser la leur. Les chinois ont une approche équivalente à celle du forestier, c'est-à-dire que l'horizon de gestion diplomatique représente, 50, 80 voire 100 ans.

Les pays européens se sont tous engagés à des réformes. Tous au niveau du déficit. Ca a été le début de la négociation sur le traité budgétaire :
- le calendrier des 3% de déficit en 2013 et des 0% de déficit structurel en 2017 voire 2019 pour les pays un peu plus décalés par rapport à notre modèle
- revenir dans les clous de Maastricht dans les conditions plus acceptables (autour de 60% de déficit public).

Pour mémoire, l'Italie est à 125%, la Grèce devrait être autour de 130 en 2020, l'Allemagne est passé un peu moins de 60 à 85% de dette et se fixe en 2018 dans le cadre de la grande coalition de revenir à 70% et la France est à 95% …imaginer le chemin à parcourir pour passer de 95 à 60% !
L'Allemagne s'est engagée à doper sa consommation sur la perspective d'une revalorisation des grilles salariales, l'Italie s'est engagée sous la présidence de Mario Monti à ouvrir une partie de ses professions réglementées, à libéraliser une partie de son économie, notamment dans le domaine de l'environnement, de l'écologie et des télécoms. L'Espagne a fait à peu près la même chose.
Ils ont tous pris une mesure commune : la baisse unitaire du coût du travail.
Le Portugal a baissé son coût unitaire de 6% au cours des 18 derniers mois. L'Allemagne, l'Espagne l'a baissé à hauteur de 7%. Six mois plus tard, malgré la situation actuelle du chômage, l'Espagne a un solde ponctuel de son commerce extérieur positif.
Ce que nous avions fait avec la TVA sociale n'était autre que l'engagement pris, par le Président Français de l'époque Nicolas Sarkozy, sur la réforme de structure pour répondre à la résorption de la crise et pour retrouver le chemin d'une activité économique.
S'il y a une réforme à mener, c'est bien la baisse du coût du travail.

En ce sens, ce qu'a dit François Hollande est une validation *a posteriori*, à rebours de ce qu'il a mis en place depuis 18 mois. Ils ont augmenté à hauteur de 60 000 postes le nombre de fonctionnaires dans l'éducation nationale : c'est de la dépense publique qui nous amène sur un cycle de vie de 60 ans. Ils annoncent 50 000 emplois aidés supplémentaires ce qui démontrent qu'ils n'ont pas confiance eux-mêmes dans la politique qu'ils ont mis en place pour gérer la variable d'ajustement des statistiques en terme d'emplois. Je rappelle qu'après avoir annulé la TVA sociale, ils ont mis en place le CICE qui, dans le rapport de la cour des comptes, est lu comme une niche fiscale supplémentaire et qui n'est pas interprétée comme une réelle baisse du coût du travail.

Quelles solutions pour éviter le décrochage ?
Nous ne sommes plus comparés à l'Allemagne mais plutôt comme un pays du sud tel que l'Espagne, le Portugal ou encore l'Italie ; des économies en difficulté comme la nôtre.

L'année 2014 sera décisive : le pouvoir en place doit réussir à obtenir un consensus social et politique autour de cette réforme de structure. Nous aurions une petite chance de redresser l'image, la respectabilité et l'autorité dans les négociations internationales des positions défendues par la France dans le concert européen comme dans le concert mondial.
De ce que j'ai lu et compris de la position Hollande, c'est qu'il va mettre en place un dispositif à la Mitterrand, c'est-à-dire un positionnement tactique, une méthode au long

cours et à un horizon très lointain. La difficulté, c'est qu'il corrige lui-même ses propres propos à une semaine d'intervalle.
La semaine dernière, nous étions à un horizon lointain : objectif baisse du coût unitaire du travail, effacement des cotisations familiales payées par le patronat à l'horizon 2017. Je ne suis pas sûr d'avoir compris si hier ou avant-hier il a dit 2015 ou on reste dans l'objectif 2017…

Je vous donne la position que je défendrais devant la représentation nationale :
- Oui à une baisse du coût du travail
- Oui à l'effacement des cotisations familiales qui se trouve dans le document de l'UMP et GEEA l'a proposé et formulé depuis très longtemps…
- Non à des conditions imposées à l'entreprise.

Il faut accepter que dans la période où nous nous trouvons, cette baisse servira à renforcer les marges des entreprises qui ensuite engendreront, d'une certaine manière le caractère fécond d'une logique de réinvestissement et enfin il y aura des conditions d'emplois. Toutes les conditionnalités que nous avions d'ailleurs mis en place à une époque ne fonctionnent pas et ne correspondent pas à l'époque d'aujourd'hui, au fonctionnement mondial.
- Le calendrier 2017 ou même 2015, c'est trop court. Je propose un correctif budgétaire au plus tard au mois de juillet, une fois que l'on aura mis un place un dialogue social et avec un vrai coût.

Doit-on baisser de 6% ou 9% le coût du travail ?
On estime, d'après les experts avec qui j'avais travaillé, que le vrai coût pour un pays comme la France de 64 millions d'habitants, qui reste et qui demeure la 5ème puissance mondiale, l'opération qui serait une secousse économique mondiale, qui modifierait le regard économique sur la France serait de 12%...c'est beaucoup.
Ce qui compte, c'est ce qui marche. Comme le disait Tony Blair, « il n'y a pas des politiques économiques de droite ou de gauche, il y a des politiques économiques qui fonctionnent ou qui ne marchent pas ».
- Dans tous les pays où il y a eu une relance de l'activité économique, de l'investissement, de la création d'emploi, c'est là où ils ont des impôts à taux faible et à assiette large. Dans ces types d'impôts, nous en avons 2 : la TVA et la CSG. C'est la raison pour laquelle nous avions proposé un transfert de charges par une augmentation de la TVA acceptée qui est sur le taux marginal, celui qui taxe les produits que nous importons, fabriqués dans des conditions déloyales. Il y a aussi une vertu à augmenter le taux marginal de la TVA. Concernant les prélèvements sociaux, il faut un mixe entre CSG et CRDS avec un taux relativement faible.

L'Allemagne s'en est sortie en bloquant les salaires. Il faudrait beaucoup de courage en France pour proposer cette disposition, surtout avec le relèvement de la TVA. C'est le chemin qu'ils ont pris avec une augmentation de 3 points de la TVA et une baisse de 10% de l'impôt sur les sociétés.

Nous devons mieux et plus écouter les acteurs qui viennent de l'entreprise.

Olivier Dassault

Tu as raison de parler de la TVA sociale que le pouvoir actuel a eu la grosse erreur d'abroger. C'était tellement simple de dire « ça a été fait…on n'en parle plus ». Ils en remettent une petite couche, en l'appliquant deux ans plus tard…c'est un an de perdu !

Sophie de Menthon, fidèle parmi les fidèles, nous avons beaucoup d'échanges ensemble, bien avant que nous recréons GEEA. Elle est venue aussi à nos colloques et petits déjeuners.
Créatrice de la société de télémarketing Multilignes Conseil en 1976, puis du premier syndicat du marketing téléphonique en 1979, vous êtes présidente d'ETHIC (Entreprise de Taille Humaine Indépendante et de Croissance) depuis 1995, un organisme qui œuvre à la réconciliation des Français avec l'entreprise grâce notamment à la célèbre fête « j'aime ma boite ».
Membre du conseil économique social et environnemental depuis 2010, on vous retrouve régulièrement dans les médias où vous défendez ardemment toutes les libertés. Vous aimez les gens qui tiennent parole, vous détestez la lâcheté et vous admirez Aliénor d'Aquitaine, chère Sophie vous qui travaillez à réconcilier les Français avec l'entreprise, comment s'y prend-t-on pour faire de même avec l'Etat et les entreprises ?

Comment réconcilier Etat et entreprises ?

Sophie de Menthon, présidente du mouvement ETHIC

Le sujet que vous m'avez confié est d'envergure : comment réconcilier l'état avec les entreprises ?
Je n'ai pas envie de les réconcilier. Parce que je lisais avec attention la définition de l'Etat « c'est une entité artificielle composée de fonctionnaires assujettis à un Gouvernement et à ses règles. C'est une personne morale souveraine qui impose des normes et organisent la société »

La première des choses auxquelles vous n'échapperez pas, quand vous reviendrez au pouvoir, est d'apporter une réponse à la question : Quelles sont les missions régaliennes de l'Etat ? Que pouvez-vous déléguer au secteur privé, pour moins cher, avec un cahier des charges ? Il ne s'agit pas de frustrer les consommateurs mais tant qu'on n'aura pas fait ça, comment voulez vous qu'on avance !
L'opposition actuelle me déçoit terriblement. Il n'y a pas de propositions mais c'est une véritable lutte politique pour le pouvoir.
On a été traité de lâche parce qu'on a saisi la balle au bond quand l'actuel pouvoir a montré un tournant libéral qui vient des propositions que vous avez faites et qu'ETHIC a fait bien sûr. Je les ai défendus à l'Elysée auprès d'Emmanuel Macron qui est quelqu'un favorable à nos idées.
C'est ça qui est difficile ! Vous êtes un parti plus proche de mon cœur.

Jean-Michel Fourgous

Emmanuel Macron est celui qui a dit que l'impôt sur les revenus à 75%, « c'est Cuba sans le soleil »
C'était osé déjà !

Sophie de Menthon

Il y a un tournant. Le Président de la République a mis un an à dire que l'emploi dépendait des entrepreneurs.
Devant ce constat, nous étions contents.
Avec l'annonce de la création d'un million d'emplois, Pierre Gattaz a pris un vrai risque parce qu'il faut des conditions pour créer des emplois. Si elles ne sont pas créées, et on n'est pas prêt d'y arriver, qui va être accusé d'un pacte qui ne fonctionne pas ? Les patrons.
Il faut le soutenir mais je vois déjà que les syndicats sont quasiment dans la rue, que la majorité ne le soutient pas et que l'opposition le flingue.
J'ai lu Jean-François Copé qui a critiqué le patronat. Nous n'avons pas 3 ans et demi à attendre que vous reveniez !

Même si vous nous faites des promesses en revenant, nous ne sommes pas si sûr que vous les tiendrez dans les bonnes conditions…parce que la dernière fois, il en manquait des bonnes conditions !

Avant l'été, j'ai rencontré l'ancien Président de la République et je lui ai dit timidement « les 35 heures quand même …» et il m'a répondu « Ben quoi, les 35 heures…je vous les ai rendues très facile en défiscalisant les heures supplémentaires » et je lui ai répondu « oui mais ce n'est plus le cas ». Il m'a répondu, « oui mais vous n'aviez pas qu'à voter à gauche… ».

Les résonnements intellectuels magnifiques, nous n'en pouvons plus. Nous n'en pouvons plus des commissions de contrôle. A chaque fois que l'on fait quelque chose pour l'entreprise, en ce moment en particulier, il y a une commission de contrôle qui, à mon avis, doit créer plus d'emplois que la mesure destinée à les créer !

On est sans arrêt avec des compensations, des cadeaux…j'ai dit à Monsieur Sapin qu'au moment du séisme du CICE, « mais il y aura des contrôles et des compensations », il m'a répondu que « cet argent ne devait pas être utilisé pour que le patron s'achète une bagnole ». Je ne me suis jamais remise de cette phrase. Je la cite partout. Il a ajouté « c'est ce que pense les gens ! ».

C'est le défaut de la classe politique ; vous courez après une opinion publique, souvent déformée par les médias, vous ne formez pas les médias qui sont hostiles au libéralisme, au capitalisme...
Quoi que vous fassiez, les médias le prendront mal.

Je vous propose quelques solutions :

Pour les réformes, il faudrait changer le logiciel. Il n'y a pas de ministre à la tête des administrations et en particulier à la tête de l'inspection du travail. C'est un harcèlement permanent des chefs d'entreprise.
Une anecdote sur le CICE, les patrons me disent qu'ils ne vont pas utiliser le CICE parce qu'il y a un contrôle fiscal dans les deux mois. A chaque mesure, à chaque crédit d'impôt utilisé, il y a un contrôle fiscal.
Des patrons d'ETHIC ont fait un LBO, ils ont impliqué tous leurs salariés pour créer leur entreprise. J'en ai une qui est devenue leader mondial dans le pesage industriel. Ce LBO a été retoqué, taxé à 80% + 10% pour mauvaise fois sous prétexte que ces actions sont des salaires déguisés. Des salariés ont mis toutes leurs économies, ont acheté un appartement parce que ça a marché il y a six ans. On ne peut plus vivre dans un pays comme ça !

J'aimerais savoir quel gouvernement sera capable de dire : « lâchez-les ! » Allez voir les 15% qui truandent vraiment fiscalement mais foutez la paix aux entreprises dont le vestiaire n'est pas aux normes !

Nous avons des administrations qui ne nous aiment pas. Comment voulez-vous que nous puissions créer des emplois !
Il faut reprendre les administrations en main, refaire des séminaires de travail comme dans une boîte, nous ne pouvons pas changer la France avec la mentalité actuelle.

Je pense qu'il n'est plus possible de recruter un seul fonctionnaire avec un statut contenant des régimes spéciaux. Ca pourrait être pris immédiatement. Je comprends qu'on maintienne ceux qui étaient là avant et qui ont misé là-dessus.

Pour les taxis, il faut racheter les avantages acquis. Je comprends ceux qui me disent qu'ils ont payé leur licence. Sauf que racheter des avantages acquis, dans un état plus mince, plus efficace, ça vaut de l'argent et il faudra attendre 2 à 3 ans pour que ce soit rentable. Le coût de rachat de ces avantages acquis pourrait être partagé entre l'Etat et les entreprises qui pourront bénéficier de ces nouveaux marchés.

Il y a une peur générale des syndicats. Tout le monde trouve cela formidable…ils ne sont pas représentatifs ! Le Medef doit balayer devant sa porte aussi. Le patronat n'est pas exempt de toute responsabilité mais cette peur des syndicats il va falloir faire quelque chose.

70% des professeurs considèrent que l'entreprise est un lieu d'exploitation de l'homme par l'homme (sondage d'il y a trois mois).

Il faut arrêter la surenchère : quand la gauche donne des gages à l'extrême gauche, l'opposition le fait aussi. On a une chance. La gauche prend un tournant entrepreneurial ce qui obligera la droite à dévier également un peu plus à droite : la gauche et la droite se suivent. Un mot de vocabulaire qu'il faut absolument supprimer c'est les « cadeaux aux entreprises » : on n'en peut plus des cadeaux ! Vous pouvez les garder parce que vraiment, on les paie très très cher !

Je suis à vos côtés pour que ça change !

Olivier Dassault

Merci pour votre franc parler !
Comme vous pouvez le constater, GEEA, dans l'opposition, fait des propositions.
J'ai apprécié dans votre intervention que vous ayez remarqué que, pour la première fois, la CGT ait accepté de s'asseoir à la table des négociations.
Dans la lettre que nous avions adressée au Président de la République, il y a près d'un an, nous lui avions dit « vous avez, Monsieur le Président, une chance historique, que les syndicats s'assoyent à la table des négociations ». Parce que quand vous avez des syndicats qui sont plus de votre bord que du nôtre, c'est théoriquement plus facile !

Yves Thréard, Directeur adjoint de la rédaction du Figaro, éditorialiste politique de talent, vous ne cachez pas vos opinions, ce qui vous a valu de devenir un homme à abattre pour certaines organisations syndicales et hommes politiques de la gauche portant à l'extrême. Mais voyez-vous cher Yves, on n'abdique pas l'honneur d'être une cible comme dirait Cyrano et je crains qu'il ne faille encore longtemps subir les outrances de certains. Aujourd'hui, rien de tout cela, vous êtes au milieu d'amis pour nous parler du ras le bol fiscal que Pierre Moscovici avait évoqué en août 2013 et dont le président semble avoir, timidement, pris conscience lors de ses vœux.

« Ras-le-bol fiscal : la fin du consentement à l'impôt »
Yves Thréard, éditorialiste

J'ai eu une chance folle aux cours de mes études, je n'ai pas fait la section ES, qui jadis s'appelait la section B. Cela m'a valu de ne pas trop fréquenter les marxistes, qui oeuvrent à l'université et dans les grandes écoles. Comme chacun sait, avec les professeurs d'économie, on commence à apprendre les organisations syndicales et à fustiger le grand capital.

Vous m'avez chargé d'un thème très lourd : la fin du consentement à l'impôt. Je n'aurais pas trop de mal à vous convaincre que ce consentement à l'impôt est très malade. C'est bien dommage parce qu'il est un des piliers fondateurs de la démocratie, de notre République qui d'ailleurs est inscrit indirectement dans la déclaration des droits de l'homme de 1789.

Ce consentement à l'impôt justifie l'établissement du budget de l'Etat qui est probablement le moment le plus important de la vie politique de notre pays.
Comment faire pour établir un budget équilibré ? On ne sait plus puisque cela fait au moins 35 ans que nous n'y sommes pas arrivés.

Sous le coup d'incontinence et de l'instabilité fiscale, les Français consentent de moins en moins à se soumettre à l'impôt direct comme indirect.

D'après les sondages, la fiscalité est une des deux principales préoccupations des Français avec la sécurité.

Un sondage d'Ipsos de la mi-octobre donne une réalité assez grave. Pour 4 Français sur 10, payez des impôts n'est plus un acte citoyen. Ce qui est gravissime.
Aujourd'hui, il y a le feu : il y a eu les moineaux, les pigeons, les bonnets rouges et on est avec un gouvernement et un rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, Monsieur Eckert qui nous dit « c'est notre faute, nous n'avons pas été bon ». C'est incroyable.
Le ras le bol exprimé par Pierre Moscovici, pendant l'été…
La promesse de François Hollande de faire un grand « big bang » fiscal a été reléguée dans les archives, au moins dans un premier temps, de ce président de la République qui a gauchi son discours pour essayer de remporter l'élection présidentielle.

Pour mesurer la fin du consentement à l'impôt, il faut passer par 3 questions qui s'imposent : Par qui on paye l'impôt ? Pourquoi ? Pour qui ?

Par qui ?

Parce que le personnel politique décide par la loi ce que sera l'impôt. Manque de chance, comme la gauche, aujourd'hui, n'arrête pas de changer de pied, n'arrête pas de créer de l'instabilité, il y a une défiance de plus en plus nette et précise vis-à-vis du personnel politique et de l'actuelle équipe au pouvoir aujourd'hui.

Elle se traduit par des sondages Ipsos paru dans le monde daté d'hier :
78% des Français estiment que le système démocratique Français fonctionne mal
8% des Français seulement font confiance aux partis politiques et 23% des Français font confiance aux députés.
Cela dit, les députés sont mieux lotis que les journalistes qui en ont encore moins. Les prostituées sont mieux notées que les journalistes.
On peut croire ou pas aux sondages, mais cela montre le malaise terrible.
Les députés et les sénateurs sont ceux qui discutent le budget.

Le non consentement à l'impôt est directement lié à la défiance vis-à-vis du personnel politique.

Cela est encore accentué quand au mensonge, vient s'installer l'instabilité.
Les 3 mensonges énormes du Président de la République en 2013 :

1. Inversion de la courbe du chômage ; c'était les vœux de 2012 pour 2013
2. Le 14 juillet lorsqu'il sentait les frémissements de reprise
3. A la sortie de l'été, la pause fiscale. Comment pouvait-il l'évoquer alors qu'il savait que de nombreuses taxes allaient être évoquées au cours de l'autonome et que tout le monde savait que les impôts indirects allaient être remontés au 1er janvier 2014 ?

Je me suis amusé à prendre le mois d'octobre, 5 semaines, 5 retournements de discours fiscal de la part de l'équipe qui nous gouverne. Un véritable cas d'école :
1ere semaine d'octobre ; on nous annonce une baisse de l'impôt sur les sociétés
2ème semaine d'octobre ; on nous annonce une taxe sur l'excédent brut d'exploitation (EBE)
3ème semaine d'octobre ; on nous annonce en plus de l'EBE, une baisse de l'impôt sur les sociétés
4ème semaine d'octobre ; ce ne sera pas l'EBE mais l'excédent net d'exploitation (ENE)…
5ème semaine d'octobre ; on augmente l'impôt sur les sociétés.
Vous qui êtes chef d'entreprise, c'est ravageur !

Pour qui paye-t-on ?

Une des raisons à l'impôt, c'est la justice sociale. On sent le ras le bol du paiement à l'aveugle de ses impôts d'où la fraude fiscale et la multiplication du travail au noir, symbole du manque de volonté à participer à la bonne marche de la Nation.

Je vois deux raisons pour revenir sur l'impôt sur le revenu : une des raisons c'est que seuls 50% des Français paient l'impôt sur le revenu et trouvent cela très injuste alors qu'on pourrait imaginer la « flat taxe », c'est-à-dire un impôt à taux unique mais proportionnel. Cela demande une réflexion approfondie sur son application. L'avantage serait que tout le monde aurait l'impression de participer à un devoir national.
Ce désamour envers la fiscalité se trouve également dans le sentiment que le pays n'a plus la maîtrise de ses finances qui dépendent du fonctionnement de l'Europe, de devoir payer pour les autres et d'être imposé par des fonctionnaires de Bruxelles qui ne connaissent rien à la réalité.

Ce sentiment est en partie faux puisque la taxe à 75% sur les hauts revenus n'a pas été décidée par Bruxelles. C'est un candidat à la Présidence de la République qui l'a improvisée à l'occasion d'un débat télévisé pour essayer de flatter un électorat qu'il pensait pouvoir lui échapper.

La troisième raison c'est ce qu'il ressort de l'immigration. Beaucoup de Français ne comprennent pas comment on peut dépenser autant d'argent pour soigner, quand ceux ne sont pas des urgences, des personnes qui sont clandestinement sur notre territoire.

Pour faire marcher les services publics : pour beaucoup de Français, le rapport qualité – prix n'y est pas. Ils coûtent trop chers pour les services rendus.
Il suffit de voir les débats sur l'éducation nationale dont on dit qu'elle est très malade. Il suffit de voir les débats et la façon dont fonctionne notre justice, il suffit de voir la relative

misère de la police et de la gendarmerie : on met toujours plus d'argent mais cela fonctionne toujours plus mal.
J'entendais ce matin un syndicaliste policier qui évoquait les cambriolages dans nos campagnes. Ils sont complètement démunis, ça ne fonctionne plus. Les Français le font savoir par le rejet de la façon dont c'est organisé.

Comme l'a évoqué Sophie de Menthon, l'Etat est ventripotent. Il faut ajuster ses missions de service public et tenter qu'elles ne soient pas nécessairement exercées par le public mais par le secteur privé. Dans la vision de beaucoup de mes confrères, si cette mission n'est pas remplie par l'Etat, il y a nécessairement « magouille », vols. C'est ravageur !
D'ailleurs, nous avons bien entendu les réactions dans l'affaire Ecomouv, qui parce que c'est une entreprise du secteur privé, il y avait anguille sous roche !

Il faut rétablir :
- la confiance dans la parole publique,
- Réévaluer ses services publics et leur fonctionnement
- Baisser l'impôt
Enfin, il faut que l'opposition crée un projet d'ambition national pour que tous les Français aillent dans la même direction. Qu'ils aient le sentiment de travailler dans un but, un objectif partagé par la majorité. On en est encore assez loin. C'est tout le travail qui doit être engagé.

Michel Dechelotte *témoignage dans la salle*

Un sujet n'a pas été abordé : le problème des collectivités locales. On a beaucoup parlé du recentrage de l'Etat sur ses activités régaliennes et le déficit public mais nous n'avons pas évoqué l'ouverture, j'espère sérieuse, de François Hollande sur la réforme des collectivités locales. Il faut saisir la balle au bond comme l'évoque Sophie de Menthon. Il y a un alignement des planètes y compris sur la fin de la clause de compétence générale.

Olivier Dassault

Nous aborderons cette problématique importante lors de notre prochain colloque le 19 juin. En plus, il y a des rebondissements tous les jours qui sont incroyables : Entre François Hollande qui souhaite diminuer les régions, Jean-François Copé qui veut supprimer les départements… Nous avions fait une loi grâce aux conseillers territoriaux qui faisaient une économie permettant de maintenir un lien de proximité dans des cantons d'une certaine taille tout en maintenant un échelon régional. Ils nous ont fait un redécoupage scandaleux politicien où les socialistes se taillent des cantons sur mesure. Encore, je ne sais pas si on peut encore appeler cela des cantons à cause de cette augmentation de 8000 habitants à 40 000 habitants !
Enfin, un événement extraordinaire avec la parité, dans l'Oise : on va passer de 41 conseillers généraux à 42 ! Ca c'est de l'économie !

François Baroin

Il y a trois sources de dépenses : l'Etat, la sécurité sociale et les collectivités locales. En termes de masse, celles des collectivités locales sont les plus faibles, de l'ordre de 230, pour l'Etat, c'est autour de 300 et la sécurité sociale, on est à 540 – 560. C'est cela qui englobe la dette de 57% par rapport au PIB.

S'il y a une priorité dans la réduction des dépenses à réaliser, c'est bien dans le champ social. Le tiers est représenté par les retraites. Une des mesures absurde de François Hollande a été de corriger la réforme Sarkozy qui avait permis de faire des économies substantielles. S'il y a une priorité au-delà de la baisse du coût du travail, c'est bien l'allongement de la durée du travail.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas traiter les autres.
Dans les collectivités locales, le poste budgétaire le plus important, c'est le poste personnel, dans l'Etat comme dans les collectivités locales. Si vous souhaitez faire des économies, c'est sur le personnel qu'il faut jouer. Comme les contrats sont sur un cercle de vie, c'est-à-dire que le jeune arrive à 25 ans et sort à 62 ans, il a encore 25 ans d'espérance de vie. Embaucher un fonctionnaire, c'est donc un investissement important, sur un cycle de 60 ans, c'est à dire sur 3 générations, pour un coût unitaire d'1,5 à 1,8 million pour chaque fonctionnaire.
Les 60 000 nouveaux fonctionnaires embauchés par Vincent Peillon, c'est 120 milliards, c'est-à-dire 6 points de PIB, 6 points de croissance sur un cycle de vie.

Je propose de nous engager dès à présent vers une RGPP, c'est-à-dire le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux sans altérer le caractère de l'autonomie de la fonction territoriale mais en réalisant un pacte sous la forme de bonus malus pour accompagner et valoriser en termes de dotations et d'investissements, les collectivités locales qui rentreraient dans ce jeu.

Par rapport au millefeuille, pourquoi avoir supprimé le conseil territorial ?
Le couple commune-intercommunalité doit travailler sur des dossiers de proximité et des politiques de service public mutualisées : transport en commun, assainissement, le chauffage urbain…
Le couple département-région doit travailler prioritairement sur le développement économique, voire sur l'établissement de l'enseignement supérieur pour former les gens en phase avec la structure économique et industriel du territoire autour de la formation professionnel et des parcs de développement.

Parler de suppression de département… on doit toujours être de quelque part : ce sera toujours d'un département ou de sa ville. C'est comme cela qu'on se nomme. On a un passeport, on est Français, puis on a des origines, des racines. Si on doit parler des départements, parlons des conseils généraux … de la structure qui fait à plus de 50% du social et le reste, c'est de l'autoroute, un peu d'enseignement supérieur…les prestations sociales, il faudra bien les faire, les routes, il faudra bien les entretenir et y assurer la maintenance. C'est sur le personnel, sur la mutualisation qu'il pourra être fait des économies. N'allons pas dans le sens des sondages. Tout comme il y a quelques jours l'histoire sur le cumul : on ne fera pas d'économie et cela peut affaiblir en profondeur une certaine idée de la construction de notre pays. La France est un Etat unitaire et décentralisé.
Les autres pays qui ont servi d'exemple sur le non cumul sont de nature fédérale. Dans ce cas, il faut dire que la nature du projet est fédérale !
Je reste attaché à des points de repères qui font la richesse de notre patrimoine en France. Il ne faut pas créer des turbulences sur l'ensemble des secteurs.

Annie Genevard, vice-présidente de GEEA, députée du Doubs

Je salue les intervenants qui nous ont fait de très bons exposés même s'ils nous interpellent. Je souhaiterais aussi parler des collectivités, à l'approche des élections municipales.
Je suis fille et épouse de chef d'entreprise, j'ai toujours vécu avec l'entreprise. Je considère que l'entreprise a toujours eu besoin pour s'épanouir d'autonomie.
L'expérience d'élu local montre qu'il n'y a pas de sujet où je passe plus de temps que dans le développement économique. Je suis maire de Morteau. Il faut travailler à réduire les friches commerciales, c'est-à-dire, aider à retrouver des repreneurs. C'est un chef d'entreprise qui vient vous voir parce qu'il a un projet de développement mais il a du mal à accéder au financement ; problème majeur de l'entreprise. C'est une friche industrielle qu'on me pousse à laisser partir en reconversion locative alors que moi, je souhaite y implanter de l'activité de production, ça veut dire aller chercher des investisseurs, mettre en place des tables rondes pour aller trouver des entreprises partenaires pour faire renaître des zones industrielles… ne mésestimez pas le rôle de la puissance publique dans l'apport qu'elle peut amener au dynamisme de l'économie.
Les Hommes politiques souffrent beaucoup de voir à quel point nous sommes décrédibilisés en matière d'économie. Nous n'avons pas la prétention de nous substituer aux chefs d'entreprise, chacun sa sphère d'actions et d'activités. Dans l'état actuel des choses, on ne peut s'en sortir qu'en collaborant les uns avec les autres. J'appelle de mes vœux, un jugement plus nuancé en matière économique que ce que l'on entend parfois.

Table ronde numéro 2

« Redonner la parole aux entrepreneurs : une urgence pour sortir de la crise ? »

Olivier Dassault :

Fils d'Yvon Gattaz, président du CNPF, ancêtre du MEDEF, de 1981 et 1986, Pierre Gattaz a eu l'excellente idée de commencer sa carrière chez Dassault Electronique, en tant qu'ingénieur d'affaires et chef de projet export. En 1994, il reprend la direction du groupe Radiall et commence à s'impliquer dans les organisations professionnelles du secteur des Télécoms pour aboutir en 2007 à intégrer le comité exécutif du MEDEF puis à la présidence de l'organisation patronale en juillet 2013.
Président d'un « MEDEF de combat face à la crise », dès votre prise de fonction vous demandez une baisse de 100 milliards d'euros d'impôts et de charges pour les entreprises. Depuis les vœux de François Hollande et l'évocation du pacte de responsabilité, la CGT se demande si vous n'êtes pas devenu Premier ministre ; au-delà des mots que peut-on réellement attendre de ce gouvernement qui nous a tant déçus depuis 18 mois et auquel nous donnons l'impression aux politiques que nous sommes, de faire confiance ?

« Pactes, assises, chocs : après les mots, quelles actions pour nos entreprises ? »

Pierre Gattaz, Président du Medef

Le MEDEF représente 750 000 adhérents. Je le vois comme une auberge espagnole, comme un mouvement ouvert à toutes les forces économiques du pays. N'hésitez pas à nous donner des idées, qui, si elles sont bonnes, alimenteront nos propositions.

Il faut partir du constat suivant : les indicateurs du pays sont dans le rouge. C'est dramatique. Les entrepreneurs sont asphyxiés par les marges les plus faibles d'Europe : 28,5% à comparer avec 42 % en Allemagne d'excédent brut d'exploitation sur la valeur ajoutée.
Les entreprises sont ligotées par un environnement complexe de 85 lois et 400 000 normes et elles sont maltraitées par 30 ans de fiscalité insupportable mais aussi 18 mois de zigzague et de mesures anti-entreprises, de mesures dogmatiques, politiciennes parfois qui font le tour du monde.
J'étais en Chine, il y a un mois. J'ai vu un partenaire chinois qui m'a dit « la France, c'est 35 et 75 », c'est-à-dire 35 heures et 75% d'impôt sur les hauts revenus.

Nous sommes face à 150 pays concurrents, dans un monde ouvert, en mutation accélérée de la 3ème révolution qui est le numérique et qui bouleverse tout.

Pourtant, la France est un pays fantastique avec de nombreux atouts : des infrastructures, une culture industrielle et technique, de l'innovation, de la créativité, des jeunes qui en veulent…la liste est longue. C'est un énorme gâchis.

Nous voyons tous les autres pays européens qui repartent en croissance : 2,5% pour l'Angleterre, 1,8% pour l'Allemagne, 2,7 ou 2,8% pour les Etats-Unis, 1,1% pour l'Italie et nous, on arrive difficilement à faire entre 0,5 et 0,8% cette année.
Enorme problème et si rien n'est fait, ce sera le précipice. Je pense que nous y sommes très proches.

Le MEDEF dit que le principal problème, c'est l'emploi. On aurait pu dire que c'est la rentabilité, la compétitivité mais nous sommes en France. Je pense que l'emploi est plus audible. Je me suis toujours battu dans mon entreprise, Radiall notamment pour créer de l'emploi en France et en tout cas pour le maintenir. Sur une période où j'ai connu 3 crises mondiales dans les connecteurs, dans l'électronique et dans les communications, je me suis débrouillé pour garder mes quatre usines en France mais aussi en créer une cinquième.
Quand je parle de l'emploi, je sais de quoi je parle.
J'ai aussi vécu l'enfer du plan de restructuration. Un an de galère et je me suis investi dans la fédération et le Medef aujourd'hui.

C'est l'entreprise qui crée l'emploi par la croissance, la compétitivité du territoire.
Le Medef travaille sur 4 sujets en termes de croissance : la problématique clients, exportations, positionnements stratégiques, anticipation des mutations. On le fait avec nos équipes.

- Nous sommes à 60 milliards de déficits dans les exportations lorsque les allemands sont à plus 200 milliards d'excédents…scandaleux.
C'est un thème important parce que nous pensons que les exportations sont un défi colossal pour le pays et les points de croissance les moins difficiles à prendre.

- L'innovation est un atout formidable pour les Français. Nous sommes des gens de créativité et d'innovations. Il faut continuer à la maîtriser et sanctuariser le crédit impôt recherche. C'est l'image du pays. J'étais à Las Vegas electronic show, il y a quelques jours, dans les 200 start up mondiales, il y en avait 40 françaises, soit 20%. Sur les 10 prix donnés, il y en a eu 4 pour les Français, ce qui est colossal face aux anglais, américains, allemands ou coréens. Il y a un potentiel incroyable.

- L'innovation ne sert à rien si on ne sait pas la livrer. C'est l'excellence opérationnelle. Si vous vendez de la mauvaise qualité à BMW ou à Boeing, vous serez black listé pendant 10 ans. Que ce soit du service, du logiciel, de la carte à puce, ou un produit, l'excellence opérationnelle est la clef du service au client. Rendre un service de qualité à l'heure, à la bonne fonctionnalité et au bon prix de revient est essentiel. Cette performance doit être travaillée en France pour être meilleur exportateur et plus crédible dans la livraison constante d'un produit de qualité.

- Le management des hommes est important. Il faut du personnel motivé. On augmente leur employabilité et leurs compétences parce que c'est de la réussite dans la durée. Nous avons créé deux commissions à ce sujet au sein du Medef.

- La montée en gamme premium est importante. C'est aussi un thème sur lequel nous travaillons au sein du Medef. Si on ne fait pas de la montée en gamme, on est ruiné par le développement low cost.

La compétitivité, c'est le coût du travail trop élevé en France. Le coût de la fiscalité, 50 milliards de trop. Le coût de la complexité est énorme. Le coût de l'énergie : attention pour l'instant, ça va encore. Les Etats-Unis viennent de nous faire une démonstration avec les gaz

de schiste : désormais l'énergie représente un tiers de ce que l'on fait en Europe, formidable outil de compétitivité pour repartir et puis le coût de l'Euro fort.
Les 4 premiers coûts sont l'essence du pacte de confiance, avec quelques autres fédérations amies, que j'ai mises sur la table du Président de la République, le 15 octobre. Nous lui avons dit que nous sommes capables en objectif de créer un million d'emploi sur 5 ans à la condition que vous ouvriez un chantier :

- sur le coût du travail trop élevé
- sur le coût de la fiscalité
- sur le coût des dépenses publiques parce que c'est la clef de voûte de tout le dispositif qui fera baisser le coût du travail et la fiscalité
- sur la simplification : bravo pour la création du binôme Thierry Mendon, député – Guillaume Poitrinal, chef d'entreprise. Nous avons créé une cellule *ad hoc* sur ce sujet afin de connaître les trois priorités absolues de nos adhérents, sur le terrain. Nous combinons ces éléments et l'envoyons à Thierry Mendon et à Guillaume Poitrinal.
- Les freins à l'embauche

Ca, c'est notre pacte de confiance basé sur 1 million d'emplois.

Nous avons 116 milliards de trop sur la tête par rapport aux allemands. J'ai bien entendu le discours avant-hier du président de la République. Il a dit « nous souhaitons réduire l'écart de compétitivité avec l'Allemagne » mais sur combien de temps ? A 2050 ? A 2025 ? Ou à 2020 ?
Ce qui veut dire, une réduction des dépenses publiques au-delà des 40 milliards prévus pour réduire le déficit.

La confiance est très importante, c'est le « business friendly », c'est lié à l'attractivité du pays. C'est arrêter les dogmes, les mesures politiques pour gagner les élections, c'est du pragmatisme.

Le MEDEF accompagne sur ce projet. Par contre, il ne s'agit pas deux jours après d'annoncer une nouvelle taxe sur le financement des syndicats et des organismes syndicaux - patronaux, annoncée par Michel Sapin visant à augmenter de 0,02% les cotisations patronales pour financer un fond paritaire pour financer les organisations syndicales et patronales. On cherche moins 50, on ne cherche pas plus 50 Monsieur Sapin ! Il y a un problème de signe ! Si chacun des ministres, tous les six mois, commencent à faire un projet de loi en rajoutant 0,02%, multiplié par deux fois par an, multiplié par 30 ministres, multiplié par 5 ans, vous êtes à 15% de prélèvements obligatoires en plus ! Soit on rentre dans un pacte et on baisse les contraintes, la fiscalité…sinon, on n'a pas compris.

Il y a eu des milliers d'heures de négociations et on a réussi à baisser la pression fiscale : 1,6% de la masse salariale à 1 en augmentant l'obligation de « faire ». Cela me va très bien parce que je suis convaincu qu'il faut valoriser l'employabilité de nos salariés pour qu'ils rebondissent rapidement. Tout le problème est d'accepter la mutation du monde, accélérer et que nos salariés n'aient pas peur de s'adapter en permanence soit pour rester dans la même société, soit parce que la société est en difficulté et le salarié rebondira facilement parce qu'il a augmenté en compétence.
Il faut être dans ce positivisme et que le monde est en adaptation.

Sur le plan d'action du pacte de responsabilité. Le Président de la République s'est rendu compte qu'on allait dans le trou, que le chômage ne baissait pas…il est parti dans l'objectif que nous lui avions proposé en octobre. L'emploi ne sera qu'une conséquence. On ne va pas commencer à nous demander de créer des emplois et que par la suite, il y aura des compensations…non ! Nos entreprises sont asphyxiées, on attend l'oxygène.

Vous nous allégez au fur et à mesure et on créera des emplois.
Il faut clarifier drastiquement la baisse de la fiscalité.

Pour la création d'emplois, on va regarder par filière ce qui peut être proposé à la condition que les choses bougent.
Le tourisme, nous sommes la première destination mais la 6ème en termes de dépense par touriste : il dépense 600 euros chez nous, 1200 euros en Angleterre et 1800 euros en Allemagne. C'est un écart de 3 avec l'Allemagne. Si on veut créer de l'emploi, et que ces touristes dépensent plus, il faut former les jeunes à parler d'autres langues, il faut mettre quelques infrastructures (hôtels, restaurants…) ou quelques commerces …et ouvrir le dimanche !

On va aussi regarder pourquoi 400 000 emplois ne sont pas pourvus et voir les blocages.

Sur les seuils sociaux, il y a 2,5 fois plus d'entreprises à 49 salariés qu'à 50. Il y a 35 obligations de plus lorsqu'on passe de 49 à 50 ! Donc, on reste à 49.

Sur l'export, pour passer de 55 à 30 milliards de déficit, on propose de créer 100 000 emplois par tranche de 10 milliards de réduction de déficit.

Le chèque Emploi Service Universel, disons que toutes les petites entreprises de moins de 5 personnes, ils pourraient payer pendant 1 an ou 18 mois, leurs employés par un CESU.

Il y a pleins d'idées. Ceux ne sont pas des engagements, ceux sont des objectifs ! Ce ne sera surtout pas des contraintes, des obligations !

Dans le plan d'actions du Medef, il y a toute la pédagogie du pays sur la vertu de l'entreprise. Comment les pays réussissent ? Le choix de l'entreprise et celui de la mondialisation. Nous pensons déjà à la France pour 2020 et il y a 5 grands défis à relever :

- la mondialisation (3 à 4 milliards d'individus de pays émergents ont besoin de tout)
- le numérique qui est révolutionnaire qui créera de l'emploi partout, les filières du futur avec la silver économie ; nous vivons de plus en plus vieux et de nouveaux besoins à la mobilité se créent,
- tout ce qui est transition énergétique, magnifique projet, créateur de richesses et d'emplois si on ne le prend pas à court terme et dogmatique,
- le tourisme, l'agroalimentaire, sécurité des données...ce sont des formidables gisements de croissance.

L'Europe, il faut harmoniser fiscalement, environnementalement l'Europe et lui donner un cap sur les 10 à 15 ans.

La création d'entreprise, ceux sont les explorateurs des temps modernes ! Un créateur a le droit de se planter, il doit être valorisé et rebondir. Walt Disney a réussi Walt Disney corp au bout du 6ème essai. Il faut imprégner notre éducation nationale, nos élus, les Français. Si on montre un cap, une merveille aux Français, la France est un immense pays, arrêtons le dogme politique et on pourra changer.

Jean-Michel Fourgous

GEEA demande un moratoire d'un à trois ans et qu'il n'y ait plus de lois qui soient une nouvelle contrainte pour les entreprises.

Olivier Dassault

Vous pourrez constater la réactivité de GEEA : les parlementaires de GEEA ont déposé une question écrite qui sera publiée au Journal Officiel dès mardi 23 janvier au sujet des seuils fiscaux et sociaux.

Jean-Charles Taugourdeau, député de Maine-et-Loire

Votre pacte de confiance m'a rassuré parce qu'il ne peut pas y avoir un pacte de confiance avec une contrepartie. Ce n'est pas cela la confiance.
Vous interrogez actuellement les adhérents sur les mesures de simplification à apporter : si une des mesures demandée est la simplification du code du travail, cela ne se fera jamais ! Je prêche pour un accord d'entreprise, par entreprise, voté à l'unanimité du personnel, à bulletin secret en faisant compter les blancs.

Pendant que l'on parle, la majorité est en train de flinguer une bonne partie de l'industrie chimique en demandant la suppression totale des pesticides, en y englobant les produits phytosanitaires qui soignent les plantes.

Ce n'est pas parce que cela a été écrit et que cela a été dit que le Président de la République le fera. Par contre, je voterai tout ce qu'il proposera en faveur de l'entreprise et qui sera sans contrepartie sociétale.

Témoignage de la salle :

Tous les mots clefs ont été dits : l'asphyxie, le drame…
Connaissez-vous la solution contre les 66% de charges parafiscales ?

Pierre Gattaz

Les charges parafiscales font parties des travaux menés par Geoffroy Roux de Bezieux sur la fiscalité. Nous répertorions toutes ces taxes dont la somme fait 50 milliards de trop sur la fiscalité. Profitons des assises de la fiscalité. Nous sommes porte voix et porte parole. Nous sommes conscients du sujet et il faut alléger la fiscalité française. Cela fait 30 ans que nos élus rajoutent des pages au code et cela suffit.

Olivier Dassault

Michaela Wiegel est correspondante à Paris du Frankfurter Allgemeine Zeitung ou en français « le Journal général de Francfort » depuis 1998, le quotidien allemand le plus diffusé à travers le monde (environ 1 million de lecteurs par jour). Michaela connaît parfaitement la France notamment pour avoir étudié à Sciences Po avant d'aller à Harvard à la Kennedy School of Government.
Michaela est également chroniqueuse occasionnelle dans l'émission « l'Esprit public » sur France culture.
Chère Michaela, vous n'êtes pas sans savoir que les Français adorent qu'on leur parle d'eux et il semblerait qu'en Allemagne le regard porté sur la France commence à changer, qu'en est-il réellement et pensez vous qu'il soit possible, comme Pierre Gattaz vient de l'appeler de ses vœux, de réduire l'écart de compétitivité avec l'Allemagne ?

« La France vue d'Allemagne, l'Allemagne vue de la France : un regard objectif ? »

Michaela Wiegel, journaliste

On m'a demandé de dire la vérité au risque de créer une crise diplomatique, je vais dire ce que je pense.
Effectivement, on a eu l'impression, d'un coup, alors que l'on n'attendait plus rien, que nous étions épuisés en suivant l'éternel débat « faut-il réformer ? », nous avons été surpris que François Hollande parle de réformes, confirmé lors de sa conférence de presse.

On a eu l'impression qu'il y a eu un certain parallélisme entre ce qu'on a vécu en 2003 et les vœux de Gerhard Schroder où d'un coup, celui qu'on avait décrit comme immobile, a eu un fameux agenda.
Je ne dis pas que François Hollande est votre Gerhard Schroder mais on a eu l'impression, comme l'évoque Pierre Gattaz, que la France est au bord du précipice, qu'elle n'a plus rien à perdre et qu'enfin le président de la République a pris la mesure du défi.

On a appris qu'un des plus importants conseiller du Président, Emmanuel Macron, s'est souvent concerté avec Frank-Walter Steinmeier, l'actuel ministre des affaires étrangères qui était l'artisan de l'agenda 2010. Cela nous rassure et Madame Merkel, très maline, a tout de suite demandé à Frank-Walter Steinmeier de commenter le discours de François Hollande.

François Hollande a vendu les 50 milliards à deux reprises : une fois à Berlin et à Bruxelles pour négocier un nouveau délai sur les déficits et une seconde fois en début d'année.
Un choix devra être fait entre la compétitivité des entreprises et la baisse du déficit. Je pense que si réellement la France va de l'avant sur ce chemin, elle aura une oreille ouverte à Berlin lorsqu'il faudra renégocier les objectifs de déficit.
2003 a été l'année peu glorieuse pour l'Allemagne, accompagnée par la France, en ne respectant pas le pacte de stabilité. Nous avons choqué les plus petits pays qui se sont rendus compte que les conditions n'étaient pas applicables de la même manière pour les petits que pour les grands.

En Allemagne, on a pensé « plus jamais ça ». Cela n'a pas été la même conclusion en France.

Peut-on avoir un regard objectif entre nos deux pays ? Il y a un jeu de miroirs.
Je suis arrivée en 1998, la France était belle, tout marchait et j'étais peinée du regard que la France portait sur l'Allemagne, pays malade, vieillissant, il n'y avait plus rien à faire.
Cela montre que tout peut changer sur le regard de l'un sur l'autre.

Aujourd'hui, quelques préjugés sont étalés dans la presse :

- la réforme de l'agenda 2010 aurait amené une forme de précarité et une paupérisation d'une certaine frange de la population. L'Allemagne a développé les bas salaires mais c'était des gens au chômage ; or, qu'est ce que la précarité ? Est-ce d'avoir un travail et un sens dans sa vie sans avoir un salaire mirobolant ou est-ce le chômage ? Ce n'est pas un phénomène généralisé en Allemagne.

- Par rapport au déficit de l'excédent commercial en France, il y a un calcul, même des ministres, qui qualifie l'excédent commercial allemand comme correspondant au déficit commercial Français. C'est totalement faux. L'excédent allemand est dû aux pays hors zone euro. Entre la France et l'Allemagne, même le volume commercial est en baisse.

Il y a un travail à réaliser en France sur le coût du travail et la montée en gamme de la qualité des produits, qui sont les clefs du miracle exportateurs allemands. L'Allemagne s'est quasi retirée des marchés bas de gamme hors industrie agroalimentaire où il y a une certaine concurrence avec les produits Français. Je ne suis pas ravie de la situation en Allemagne et le smic, généralisé en 2017 permettra à la France de reprendre une bouffée d'air sur ce secteur.

L'entreprise est très mal connue en France par rapport à l'Allemagne. En Allemagne, l'entreprise fait partie de la vie, il n'y a pas de frontière entre l'école et l'entreprise. Cela commence dès le plus jeune âge. Certaines associations d'entrepreneurs commencent à travailler en ce sens, en France.

En Allemagne, très tôt, les jeunes sont amenés vers les filières d'apprentissage, qui sont très prisées, et que beaucoup de parents demandent. C'est une garantie d'emploi. La société entière n'a pas valorisé les emplois purement intellectuels.

Concernant le secteur de l'énergie, pour l'instant, la France a réussi à maintenir un secteur nucléaire très fort alors qu'en Allemagne, par un curieux mélange de mentalités, nous nous sommes engagés vers la sortie, ce qui va coûter aux industries qui consomment richement en énergie. Pour l'instant, cela a un effet positif sur l'innovation. L'Allemagne a déposé beaucoup de brevets sur l'économie d'énergie.

Un des défis franco-allemand sera de retrouver de la croissance. Il faut lutter contre l'immobilisme en France sinon, elle ne restera pas un partenaire valable pour l'Allemagne.

Olivier Dassault :

La proposition n°4 (page 14) illustre parfaitement ce que vous avez dit : en France, 400 000 jeunes sont en apprentissage, en Allemagne, 1,6 million.
Le taux de chômage des jeunes, en France, 26% en France et 7% en Allemagne. C'est une belle illustration et d'ailleurs Pierre Gattaz me disait dans le creux de l'oreille qu'il adhérait totalement.

Eric Revel, Docteur en finances internationales, l'un des fondateurs de Radio Nostalgie, journaliste de presse écrite au Parisien, Jeune Afrique ou les Echos. Il rejoint LCI en 2003 pour diriger le service Economie. En 2008, il est nommé Directeur de la Rédaction puis Directeur de la chaîne en 2010 et en devient le Directeur général en 2011. Il présente également le Grand Jury LCI-RTL-Le Figaro avec Jérôme Chapuis et Alexis Brézet et le Club LCI.
Parallèlement à cela, il est aussi un auteur prolifique dont notamment le roman « *Le phare des Baleines* » pour lequel il obtint le prix littéraire des Mouettes.
D'après votre expérience cher Eric, existe-t-il un malentendu entre chefs entreprises et médias ?

« Chefs d'entreprise et médias : la grande incompréhension »
Eric Revel, Directeur général LCI

Cette question est éminemment polémique.
Dans cette enceinte, les médias sont montrés du doigt parce qu'ils parlent mal de l'entreprise. Ils traitent de l'économie en évoquant essentiellement les plans sociaux et jamais de la création d'entreprise et la création d'emplois.

Dans le monde, en double page, a été publiée, il y a quelques jours, une enquête sur le moral des Français et les différentes questions sur le monde des médias, de la classe politique et des entreprises aussi. J'ai retenu deux chiffres principalement :
Le point commun entre la classe politique et le monde des médias : à 70% les Français n'ont plus confiance.
Pour la première fois, les entreprises obtiennent un chiffre tout à fait respectable dans un pays où le colbertisme a toujours été une sorte d'épine dorsale ou de colonne vertébrale puisqu'elles recueillent la confiance à hauteur de 40%.

Les médias et la classe politique sont souvent mis en accusation sur l'immobilisme.
Les journalistes sont des observateurs passifs mais attentifs de la vie des autres. Au-delà de la formule, ils sont le poids de leur culture, de leur histoire et de leur enseignement.
Je reviendrais sur la 19ème proposition du livre blanc qui vise à réformer l'enseignement de l'économie au lycée…pourquoi pas avant d'ailleurs.

Le poids de la culture, de notre histoire, infuse sur les passeurs d'informations que sont les journalistes. Je parlais du colbertisme, le rôle d'un état centralisateur. Je rajouterai le rôle d'un homme que beaucoup ont admiré, l'Empereur Napoléon Bonaparte, qui lorsqu'il vilipendait la révolution industrielle britannique parlait d'une « Nation de boutiquiers ». Déjà, dans l'inconscient Français, ceux qui créaient, réussissaient et se développaient étaient montrés du doigt y compris par des gens qui ont fait remarquablement avancer ce pays. J'y ajouterais un autre homme illustre, c'est le Général de Gaulle. A la sortie de la guerre, la mise en place du paritarisme auquel nous avons assisté et qui continue aujourd'hui a également dans les cours enseignés en écoles de journalistes ont marqués de leurs empruntes.
Les journalistes et leur formation sont directement liés à cette Histoire, à cette tradition Française, dans laquelle l'Etat a un rôle majeur, le paritarisme a un rôle majeur, c'est-à-dire les syndicats donnent le « La » de la vie économique de notre pays aux dépens de la vie des entreprises.

Les médias seraient responsables du monde économique bien-pensant ? Je ne le crois pas. En France, les journalistes politiques ont « trusté » les grandes directions de médias. On assiste depuis plusieurs années et j'en suis une petite preuve, que depuis la crise de 2007, un certain nombre de journalistes économiques accèdent à des postes de responsabilité dans les grands médias.

La responsabilité est aussi de votre côté. Quand on parle de transparence en politique, il faudrait aussi être plus transparent dans les métiers qui sont les vôtres et dans la façon d'intéresser en termes de communication, les journalistes, dans ce qu'il y a de remarquable dans chacune des entreprises.
Souvent, on a l'impression que ceux sont des citadelles assiégées et que les entreprises n'ont pas d'intérêt à parler de leur activité. Les médias ne sont pas systématiquement opposés à la vision entrepreneuriale.

La 19ème proposition du livre blanc souhaite une réforme de l'économie dans les lycées. Pour en avoir souvent discuté avec Michel Pébereau, l'ancien président de BNP Paribas, il a

beaucoup donné de sa personne pour porter la parole dans les lycées et les écoles pour faire changer cette vision.
C'est vrai que dans ma scolarité, je n'ai pas eu le goût de l'économie, de la finance internationale et de l'entreprise parce que les manuels que j'avais sous les yeux m'apprenaient une vision de l'entreprise souvent coercitive, restrictive, historiquement basée sur la lutte des classes sociales et non pas sur la création d'emplois qu'une entreprise génère lorsqu'elle est en bonne santé. Encore une fois, pour que l'entreprise ait droit au chapitre, il faut qu'il y ait dans les deux sens, un intérêt bien pesé. Les chefs d'entreprise doivent faire l'effort de communiquer et d'être présents non seulement quand cela les intéresse mais aussi quand cela ne les intéresse pas. C'est ce type de relation qu'il faudrait tisser pour qu'un monde de confiance et de transparence puisse se créer entre le monde économique et le monde des médias.
L'offre de pédagogie est essentielle.

La politique de l'offre que souhaite mettre en place le chef de l'Etat, à l'insu de son plein gré, remet au cœur du débat, la place de l'entreprise. Demander en contrepartie une baisse de charges, la création d'emplois, Pierre Gattaz s'est exprimé à ce sujet tout à l'heure, c'est remettre l'entreprise au cœur du dispositif. D'une certaine manière les emplois aidés ne suffisent pas à créer des emplois dans ce pays, puisque les entreprises créent des emplois, mettons tout en œuvre pour que l'entreprise ne soit pas un repoussoir mais au contraire, une source d'intérêt.
Je vois un volet pédagogique dans cette déclaration.

Olivier Dassault

Comme tu as raison de parler de remettre l'entreprise au cœur du dispositif ! Montrer et parler des équipes qui gagnent, on en parle que dans le sport. Et on fait vibrer les Français que dans le sport, c'est une très belle chose, c'est d'ailleurs, une véritable industrie.
Pourquoi ne pas le faire aussi sur le plan économique au lieu de ne parler que des entreprises qui ferment, qui licencient, des salariés qui brûlent les pneus... ? Pourquoi au lieu d'avoir un ministre du redressement productif, avoir plutôt un ministre de la France qui gagne pour aider les entreprises ?

Comme dans tout, il faut parler du malheur des autres mais aussi du bonheur de certains.

Tu as parlé des champions et bien nous avons le plaisir d'accueillir Gilles Babinet, multi-entrepreneur, il a fondé 9 sociétés depuis 1989, ancien président du Conseil national du numérique ; il est, notamment, depuis 2012, le « Digital champion » de la France auprès de la Commission européenne nommé par Fleur Pellerin.
Il a participé également à la rédaction de rapports de l'Institut Montaigne dont notamment en juin 2011 un rapport intitulé « de la naissance à la croissance : comment développer nos PME » et en Mars 2013 « pour un New Deal numérique ».
Cher Gilles, en tant que président du CNN vous aviez pour charge d'éclairer les pouvoirs publics sur les enjeux de l'économie numérique, pourriez-vous nous éclairer à notre tour sur la réalité de l'impact de la révolution numérique sur la croissance en France ?

« La révolution numérique : quels impacts pour la croissance et l'emploi en France ? »

Gilles Babinet, entrepreneurs et responsable des enjeux du numérique pour la France auprès de la Commission européenne

Hier, dans le Monde, il y avait un article disant que six sociétés numériques américaines concentraient la trésorerie d'un quart de toutes les sociétés américaines.
Ces sociétés démontrent que les gains de productivité du numérique sont considérables. Nous sommes dans une rupture de modèles et de paradigmes qui fait qu'on aura une redistribution des cartes massives à cet égard.

Pour ceux qui s'intéressent à l'économie, nous sommes dans une période comparable à « l'air dorée » qui a duré 20 ans, qui a suivi l'émergence du monde électrique entre 1880 – 1910, qui a assisté à une redistribution des cartes dans ce domaine.

Entre 2008 et 2011, le bureau of statistics américain a enregistré le plus fort taux de productivité jamais vu dans l'histoire économique américaine. Pour ceux qui doutent de l'impact du numérique, j'ajouterai que 50% de la croissance américaine est due au numérique. On le voit, c'est extrêmement massif et durable.

Quelques exemples de l'incidence du numérique sur l'économie et, au-delà de cela, sur les enjeux de la puissance publique :

L'Education : la France a récemment connu une sorte de revers avec la publication des résultats de l'indice Pisa qui n'a fait que constater que nous ne sommes qu'à la 27ème position … vraiment pas honorable. L'Allemagne en 3 ans, a gagné 5 places. Au-delà, aux Etats-Unis

où l'on critique le fonctionnement, l'éducation publique a gagné 6 places. La réforme mise en place aux Etats-Unis repose essentiellement sur la mesure de la performance, d' « accountability » et en particulier le « national reading panel » qui permet de remonter des données, provenant des professeurs, pour mesurer le processus éducatif et qui leur faisaient redescendre les meilleures pratiques dans le contexte socio-démographique au sein duquel ils enseignaient. C'est quelque chose qui peut être massifié par le numérique, la notion « accountability » pour passer à quelque chose d'autre. Plusieurs pays asiatiques s'en inspirent aussi.
Dans une société du savoir, de la connaissance, on ne peut pas en France supporter le coût d'un système scolaire où 20% des enfants sortent de l'école primaire sans savoir convenablement ni lire, ni écrire.
Une autre étude américaine montre que lorsqu'on met un dollar dans l'école maternelle, l'économie en services sociaux, 30 ans plus tard, est mesurée à 7 dollars.

En matière de santé, la France est *exæquo* avec l'Allemagne, c'est le deuxième en termes de dépense derrière les Etats-Unis. La France dépense 11, 7 % du PIB en dépense de santé (300 milliards d'euros), avec une augmentation des dépenses de 4,2% par an. C'est incontrôlable, insupportable alors que le numérique permet des choses fantastiques. En réussissant à garder une historicité de données et en mesurant la performance, on arrive à optimiser le système de santé de manière considérable. On réduit les actes médicaux non appropriés, dont 15 à 25% n'ont aucun sens.
L'expérience du grand Shanghai a mis en place le dossier médical personnalisé (DMP) à l'échelle de 40 millions de personnes. A ma connaissance, c'est la seule zone au monde qui a réussi à réduire les dépenses de santé alors que sa population vieillit de façon extrêmement forte. C'est à notre portée, à condition de mettre en place la régulation qui permet de mesurer la performance, pour un bénéfice collectif et un bénéfice individuel.

La « silver economie », évoquée par Pierre Gattaz, est absolument immaîtrisable. Le coût va exploser et représenter 4 points du PIB à une échelle de 2030. Si nous ne faisons pas le choix d'outils numériques pour nous assister dans le développement de cette économie, nous ne pourrons pas réussir à maintenir la cohésion sociale, à raison du coût.

Le cœur du sujet c'est l'Etat et l'ensemble des services publics.
Quel que soit la politique publique mise en place, il est important de mesurer la performance du service public.
Il faut accepter la transparence. J'exige que l'ensemble des institutions de la République fasse des efforts en ce sens. Je me suis battu contre la réserve parlementaire et le fait qu'on ne puisse pas savoir à qui elle était attribuée. Aujourd'hui, je considère qu'on devrait avoir une meilleure compréhension de ce que les parlementaires font de leurs frais, qui représentent des montants assez significatifs.
C'est à ce prix que les concitoyens baisseront la défiance vis-à-vis de leurs parlementaires.
J'ai demandé, entre autres, qu'on connaisse les élus et les institutions possesseurs des voitures à gyrophare dans les services de l'Etat.

Au niveau de la productivité, il y a quelques mesures essentielles à réussir dans ce domaine : la mobilité et l'accès au capital. Il est important de pouvoir faillir et connaître l'échec : on rentre dans un monde nouveau et tester les innovations, il faut pouvoir accéder au capital d'amorçage. Il y a eu des pas dans cette direction mais ils sont insuffisants.
Pour les entrepreneurs qui réussissent il faut que, dans tous les stades du développement, le capital soit soudain. Si vous mettez six mois pour accéder au capital, vous avez des chances que quelqu'un vous passe devant.

Les anglais ont mis en place un système de déduction fiscale fantastique et relativement élevé. Ils ont accru d'un facteur 10, le montant qui va dans le capital risque à différents stades. Encore une fois, nous pouvons faire des efforts à ce titre.
Dans une économie en mutation, il faut réfléchir à la régulation transitoire que ce soit au niveau des hôtels, des transports, de la musique… c'est indispensable et la seule façon que nous pourrons éviter les frottements sociaux…

Nous sommes passés au-delà du clivage gauche droite, nous rentrons dans des modèles de macro-économie où il ne faut plus opposer le capital au travail et la régularisation de l'Etat à la libre entreprise. On a besoin de régulations fortes et dépasser ses clivages.
Sortir de cette logique manichéenne redonnera confiance aux concitoyens.

Olivier Dassault

Je suis un cas particulier qu'il faudrait multiplier au lieu d'essayer d'éteindre comme hélas, souhaite le faire les socialistes dans les lois de conflits d'intérêts. Quand on a un député qui a la chance de ne pas devoir vivre de ses indemnités de parlementaire, il est plus efficace. L'ensemble de mes frais ainsi que mon indemnité d'élu sont redistribués sur l'ensemble de mes collaborateurs. Contrairement à mes autres collègues, j'en ai 6 quand les autres collègues en ont deux.
Petit exemple personnel qui pourrait s'étendre si d'autres députés venaient de l'entreprise.

GEEA est au cœur de l'innovation. Dominique Brogi, présidente de Meetphone, nous présente l'application qu'elle a mise en place pour GEEA.

Dominique Brogi

Nous, les entrepreneurs, on nous dit que l'on est créateur de richesses mais on souffre tous de quelque chose et on ne sait plus à qui s'adresser.
Merci à GEEA d'avoir adopté cette technologie qui nous permet de nous sentir accompagnés au quotidien, en partageant nos soucis.
Vous pouvez télécharger l'application, y retrouver le livre blanc, poser des questions… et enfin avoir un dialogue.
Merci à GEEA de nous donner la parole. Rebondissons sur le numérique et faisons nous entendre.

Patrick Bord, *témoignage dans la salle*

J'ai vu l'application, elle est superbe et je n'attends qu'une chose, c'est qu'elle soit disponible sur android.

Monsieur Gattaz, vous êtes devenu l'homme politique le plus important de France parce que vous tenez le Gouvernement par l'Emploi. François Hollande vous a mis là par ses échecs.
Vous vous plaignez des contraintes économiques, sur les seuils, le pouvoir des inspecteurs du travail, seriez-vous prêt à monétiser la diminution de ces contraintes ?

Pierre Gattaz

Non, parce que soit on prend conscience de l'asphyxie de nos entreprises qui conduit soit à la mort des TPE, soit à la vente des ETI, soit au départ des grands groupes. La plupart de mes concurrents sont partis à cause de l'ISF ! Il faut mettre les choses sur la table. C'est du

pragmatisme. L'obsession c'est l'emploi et comment font les autres ! Je suis prêt, avec le MEDEF à me mobiliser. Par contre, ce n'est ni monnayable, ni avec des contreparties. C'est un projet collectif pour le pays. Comme le disait Eric Revel, si l'entreprise revient au cœur des débats, on aura gagné ! Nous sommes une formule 1 fantastique, c'est un énorme gâchis parce qu'on a tout sous le pied. Libérons les énergies !

Marie-France Bodigoin, *témoignage dans la salle*

Les entreprises de médias sont des entreprises commerciales qui ont besoin de vendre du papier et de l'image. Ce qui fait vendre, ceux sont les trains qui n'arrivent pas à l'heure et pas simplement parce qu'il y a un voyeurisme du négatif mais parler des entreprises qui vont bien, c'est un défaut. En parlant mal des entreprises, les médias veulent montrer leur indépendance.

Eric Revel

Il est plus facile d'avoir les chefs d'entreprise lorsque tout va bien et qu'ils ont de bonnes nouvelles que lorsque c'est pour annoncer des plans sociaux ou une autre mauvaise nouvelle.
Si vous souhaitez qu'à terme la vision que vous jugez négative de l'entreprise change, il faut accepter de faire œuvre de pédagogie y compris sur des sujets compliqués pour l'entreprise. Expliquer pourquoi il n'y a pas d'autres solutions que la fermeture ou la liquidation de l'entreprise.

Nicolas Fournier, 100 entrepreneurs, *témoignage dans la salle*

Je salue l'intervention de Pierre Gattaz qui mouille sa chemise pour les entreprises.
Je salue la mesure n°12 de déplafonnement qui va permettre, si elle est retenue, la naissance de vrais business angels qui seront capables d'investir des sommes importantes au démarrage des entreprises. Ceux sont les seuls capables de le faire pour que naissent nos futurs champions et start up, notamment dans le numérique de réussir.

Jean-Charles Taugourdeau

L'objectivité n'est pas de ce monde et surtout pas dans nos médias en France. La réussite de l'entreprise n'intéresse pas les médias. Les médias font aussi de la politique. Si vous le souhaitez, je suis prêt à venir vous raconter mon histoire de chef d'entreprise et de parlementaire quand vous le souhaitez sur votre plateau LCI.

Concernant les propos de Monsieur Babinet, il y en a un peu marre de cracher sur les élus, sur les émoluments des parlementaires. Je vous propose qu'on affiche partout en France, sur toutes les portes, ce qu'on a touché d'argent public et qu'on affiche les salaires des fonctionnaires. Certains d'entre eux gagnent plus de 150 000 euros par an.
Si on a réduit déjà de 1000 euros par mois les indemnités des députés depuis juillet 2012, ces fonctionnaires pourront également remettre 12 000 euros par an. Comme le disait Olivier Dassault, les députés n'ont plus les moyens de travailler aujourd'hui correctement.
Je suis favorable à la réduction du nombre de députés. En même temps, le gouvernement socialiste à augmenter le nombre de conseillers généraux ! Il y a plein de choses à faire.

Gilles Babinet

Il y a une confusion avec les revenus des élus et la transparence. Je n'ai pas de problème avec cela, ni sur les frais.
La transparence de la réserve parlementaire a été difficile lorsque ça a été annoncé mais cela n'a pas provoqué le choc craint.

Olivier Dassault

La réserve parlementaire est désormais publique. Le conseil général, par exemple, paie une salle multi-fonctions et le député intervient, lorsqu'il n'y a plus d'argent, en complément, par exemple, pour payer les tables et les chaises.
J'ai mis deux mandats pour connaître l'existence de la réserve parlementaire parce que les anciens ne nous disaient pas et se partageaient la somme globale. Puis, il y a eu les différences de traitement en fonction de la présence et s'ils appartenaient ou non à la commission des finances. Aujourd'hui, c'est l'égalité. Pour ceux qui ne dépensent pas, la somme reste dans le Trésor public.

Olivier Dassault

L'écrivain anglais, Samuel Butler avait écrit, « la vie, c'est l'art de tirer des conclusions suffisantes de prémisses insuffisantes ». Donc les prémisses des réformes entre aperçues après les vœux du Président Hollande sont insuffisantes mais peut être seront-elles suffisantes pour redonner un peu d'optimisme aux entreprises.

Jean-Michel Fourgous

Ne doutez pas de la détermination d'un groupe comme GEEA ; Je vous rappelle que le plus gros amendement parlementaire sort de ce groupe. L'ISF-PME sort de ce groupe. Beaucoup de mesures pour les business angels également. Nous allons continuer. Merci pour votre soutien.